



Lors de la manifestation du 11 novembre où des députés conservateurs ont marché aux côtés des militants d'extrême droite. PHOTO JANEK SKARZYNSKI. AFP

En Pologne, une ligue de la haine entre conservateurs et fascistes

Le parti de l'ex-président Kaczynski fréquente des mouvements racistes.

Par **MAJA ZOLTOWSKA**
Correspondance à Varsovie

La Pologne a désormais son Breivik ou, plus précisément, l'homme qui aurait pu devenir l'équivalent du tueur norvégien qui a commis deux attentats faisant 77 victimes, s'il n'avait pas été arrêté à la mi-novembre avant de passer à l'acte. Il s'appelle Brunon K. C'est un père de famille de 45 ans, professeur de chimie à l'université agricole de Cracovie. L'homme envisageait de faire sauter, avec quatre tonnes d'explosifs, le Parlement polonais, à Varsovie, le jour du vote sur la loi de finances où sont réunies toutes les plus hautes instances de l'Etat : le président Bronislaw Komorowski, le Premier ministre Donald Tusk, son gouvernement et 446 députés.

RÉCIT

Le terroriste, qui n'appartient à aucun parti ni mouvement, déversait ses idées xénophobes et antisémites sur Internet sous la signature de «Borazol». Il y appelait à en finir avec les étrangers et les juifs. «Il faut ramener l'ordre. Réveillons-nous. Détruisons ce mal. Il ne faut pas avoir peur. Trente Polonais contre un juif et le problème sera résolu.»

TORCHES. Ces propos ne sont pas nouveaux. Mais ils gagnent du terrain. «L'extrême droite, avec son langage xénophobe, existait certes ces dernières années, mais restait marginale. Aujourd'hui, elle s'est infiltrée sur la scène politique officielle, notamment auprès du PiS», le parti conservateur créé par les frères Kaczynski, explique le sociologue Jacek Kucharczyk, de l'Institut des affaires publiques. Des députés du

PiS n'hésitent plus à manifester aux côtés des Jeunesses de la grande Pologne (Młodzież Wszechpolska, MW), comme le 11 novembre lors de la Fête de l'indépendance. «Nous avons mobilisé 100 000 personnes. Ce fut la plus grande manifestation antigouvernementale depuis

«[Il faut] tuer par balles des journalistes de "Gazeta Wyborcza" et ceux de la télévision TVN.»

Le cinéaste Grzegorz Braun lors d'un débat public organisé par un club politique de droite

longtemps, se félicite Robert Winnicki, le chef de ces jeunesses d'extrême droite. Le pouvoir d'aujourd'hui ne représente toujours pas la vraie tradition nationale et catholique de la Pologne, il est encore ancré dans ce qui fut un accord entre communistes et postcommunistes

en 1989», explique à Libération cet étudiant en sciences politiques qui avait tout juste quatre ans au moment de la chute du communisme dans son pays.

Pour la Fête de l'indépendance, à Varsovie et dans d'autres villes polonaises, les jeunesses nationalistes ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes sous le mot d'ordre : «Renverser la république de la Table ronde.» Les accords de la Table ronde (conclus en 1989 entre les communistes au pouvoir et l'opposition, notamment le syndicat Solidarnosc, qui ont permis le départ en douceur des premiers après cinquante ans de domination) sont considérés par le PiS comme un compromis qui a fait perdre des années à la Pologne.

La manifestation du 11 novembre a dégénéré en bataille rangée au cœur de la capitale, faisant de nombreux blessés. Les manifestants ont lancé pierres et torches allumées contre la police, qui a riposté avec des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

Depuis l'accident de l'avion présidentiel à Smolensk, en Russie, qui a coûté la vie au président Lech Kaczynski et à 95 autres personnes, les formations fascistes et le PiS ont la même matrice idéologique. «Aussi bien les groupes d'extrême droite que cette Pologne dite "post-Smolensk" rejettent la thèse officielle d'un accident et accreditent celle d'un attentat contre le Président. Tous mettent en doute la légitimité du pouvoir et les institutions constitutionnelles et démocratiques. Le passage des mots aux actes ne devient alors, pour les personnes déséquilibrées psychologiquement, qu'une limite ténue à franchir», souligne Kucharczyk.

APPLAUDISSEMENTS. Brunon K., le terroriste dont l'attentat a été déjoué à temps, en est un exemple. Il est aujourd'hui en prison à Cracovie où il attend son procès. Mais le Net continue d'être envahi de propos haineux. Le cinéaste Grzegorz Braun a ouvertement appelé, lors d'un débat public organisé par un club politique de droite, Ronina, «à tuer par balles des journalistes de Gazeta Wyborcza et ceux de la télévision TVN», considérés comme trop libéraux. Ce qui a suscité de vifs applaudissements dans la salle. Pour Brunon K., Grzegorz Braun, le PiS ou les auditeurs de la très catholique et xénophobe Radio Maryja, ceux qui ne cherchent pas à élucider les causes de l'accident de l'avion présidentiel à Smolensk sont des ennemis aux ordres de Moscou. Ainsi, le président Komorowski a été renommé «Komorowski» («rouski» étant un mot péjoratif pour désigner un Russe). La droite reproche aux libéraux de chercher à imposer un modèle de société à l'occidentale qui encourage les mariages homosexuels, l'avortement, la fécondation in vitro ou l'euthanasie. La seule différence entre le PiS et l'extrême droite est que le premier évite les slogans ouvertement antisémites. «L'Europe occidentale d'aujourd'hui, celle des Cohn-Bendit, libérale, gauchiste, issue de mai 68, se meurt et risque d'entraîner notre pays avec elle», affirme Winnicki. Son projet politique est de créer un grand mouvement national. A Gdansk, berceau de Solidarnosc, ses partisans supplient, avec le soutien de prêtres : «Pologne, relève-toi ! Brise tes chaînes !» Comme à l'époque communiste. ◆

REPÈRES



POLOGNE

Population	38,2 millions d'hab.
PIB	369,6 milliards d'euros
PIB par habitant	9 675 euros
Espérance de vie	76,1 ans

39° sur 187 pays sur l'indicateur de développement humain Sources : FMI, Pnud - chiffres 2011

L'avion du président Lech Kaczynski s'est écrasé le 10 avril 2010 en tentant d'atterrir par un épais brouillard à Smolensk (Russie), tuant ses 96 occupants. La délégation devait assister à Katyn aux cérémonies du 70^e anniversaire du massacre de milliers d'officiers polonais par le KGB.

«Les boîtes noires [de l'avion présidentiel] sont à nous et nous demandons leur retour depuis deux ans à la Russie.»

Radoslaw Sikorski ministre polonais des Affaires étrangères